

# SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

# SOCIETE GENERALE

*This English translation is for the convenience of English-speaking readers. However, only the French text has any legal value. Consequently, the translation may not be relied upon to bring any legal claim, nor should it be used as the basis of any legal opinion. SOCIETE GENERALE expressly disclaims all liability for any inaccuracy herein.*

## SOCIÉTÉ ANONYME

## PUBLIC LIMITED COMPANY

CAPITAL SOCIAL : 1 066 714 367,50 euros

SHARE CAPITAL : 1,066,714,367.50 Euros

SIÈGE SOCIAL : 29, boulevard Haussmann  
75009 Paris

REGISTERED OFFICE : 29, boulevard Haussmann  
75009 Paris, France

552 120 222 R.C.S. PARIS

Paris Trade and Companies  
Register No. 552 120 222

## STATUTS

## BY-LAWS

*Certifié conforme  
Certified true copy*

Frédéric OUDÉA



Chief Executive Officer and Director

## FORME - DÉNOMINATION - SIÈGE - OBJET

### ARTICLE PREMIER

La Société, dénommée SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, est une société anonyme fondée suivant acte approuvé par décret du 4 mai 1864 et agréée en qualité de banque.

La durée de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, antérieurement fixée à cinquante années à compter du 1er janvier 1899, a été ensuite prorogée de quatre-vingt-dix-neuf années à compter du 1er janvier 1949.

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires relatives aux établissements de crédit, notamment les articles du Code monétaire et financier qui leur sont applicables, elle est régie par la législation commerciale, notamment par les articles L. 210-1 et suivants du Code du commerce, ainsi que par les présents statuts.

### ARTICLE 2

Le Siège de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE est établi à PARIS (9ème), 29, boulevard Haussmann.

Il peut être transféré en tout autre lieu, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### ARTICLE 3

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE a pour objet, dans les conditions déterminées par la législation et la réglementation applicables aux établissements de crédit, d'effectuer avec toutes personnes physiques ou morales, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes opérations de banque ;
- toutes opérations connexes aux opérations bancaires, notamment toutes prestations de services d'investissement ou services connexes visés aux articles L. 321-1 et L. 321-2 du Code monétaire et financier ;
- toutes prises de participations.

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut également à titre habituel, dans le cadre des conditions définies par le Comité de la réglementation bancaire et financière, effectuer toutes opérations autres que celles visées ci-dessus, notamment le courtage d'assurances.

## TYPE OF COMPANY – NAME – REGISTERED OFFICE – PURPOSE

### ARTICLE 1

The Company, named Societe Generale, is a public limited company incorporated by deed approved by the Decree of May 4, 1864, and is approved as a bank.

The duration of Societe Generale, previously fixed at 50 years with effect from January 1, 1899, was then extended by 99 years with effect from January 1, 1949.

Under the legislative and regulatory provisions relating to credit institutions, notably the articles of the French Monetary and Financial Code that apply to them, the Company is subject to commercial laws, in particular articles L. 210- 1 et seq. of the French Commercial Code, as well as these By-laws.

### ARTICLE 2

Societe Generale's registered office is at 29, boulevard Haussmann, Paris (9th arrondissement).

In accordance with current legislative and regulatory provisions, it may be transferred to any other location.

### ARTICLE 3

The purpose of Societe Generale is, under the conditions determined by the laws and regulations applicable to credit institutions, to carry out with individuals and corporate entities, in France or abroad:

- all banking transactions;
- all transactions related to banking operations, including in particular investment services or allied services as listed by articles L. 321-1 and L. 321-2 of the French Monetary and Financial Code;
- all acquisitions of interests in other companies.

Societe Generale may also, on a regular basis, as defined in the conditions set by the French Financial and Banking Regulation Committee, engage in all transactions other than those mentioned above, including in particular insurance brokerage.

D'une façon générale, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE peut effectuer, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles ou agricoles, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

## CAPITAL - ACTIONS

### ARTICLE 4

#### 4.1. Capital social

Le capital est de 1 066 714 367,50 euros. Il est divisé en 853 371 494 actions ayant chacune une valeur nominale de 1,25 euro et entièrement libérées.

#### 4.2. Augmentation et réduction du capital

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de la ou des Assemblées compétentes.

Toute réduction de capital motivée par des pertes s'opérera entre les actionnaires proportionnellement à leur participation au capital social.

### ARTICLE 5

Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, toutes les actions jouissent des mêmes droits.

Tous les titres qui composent ou composeront le capital social seront entièrement assimilés en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence, tous impôts et taxes qui, pour quelque cause que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital, devenir exigibles pour certains d'entre eux seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront répartis entre tous les titres composant le capital lors de ce ou de ces remboursements, de façon que, tout en tenant compte éventuellement du montant nominal et non amorti des titres et de leurs droits respectifs, tous les titres actuels ou futurs confèrent à leurs propriétaires les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire, le cas échéant, du groupement correspondant à la quantité requise d'actions.

Generally, Societe Generale may carry out, on its own behalf, on behalf of a third party or jointly, all financial, commercial, industrial, agricultural, security or property transactions, directly or indirectly related to the above-mentioned activities or likely to facilitate the accomplishment of such activities.

## CAPITAL – SHARES

### ARTICLE 4

#### 4.1. Share capital

The share capital amounts to EUR 1,066,714,367.50. It is divided into 853 371 494 fully paid-up shares, each with a nominal value of EUR 1.25.

#### 4.2. Capital increase and reduction

The capital may be increased or reduced on the decision of the competent General Meeting or Meetings.

Any capital reduction motivated by losses shall be divided between shareholders in proportion to their share of the capital.

### ARTICLE 5

Unless otherwise provided by legislative and regulatory provisions, all shares have the same rights.

All shares which make up or which will make up the share capital will be given equal rank as regards taxes. Consequently, all taxes which, for whatever reason, may become payable on certain shares following capital reimbursement, either during the life of the Company or during its liquidation, shall be divided between all the shares making up the capital on such reimbursement(s) so that, while allowing for the nominal and non-amortised value of the shares and for their respective rights, all present or future shares shall entitle their owners to the same effective advantages and to the right to receive the same net sum.

Whenever it is necessary to possess a certain number of shares in order to exercise a right, it is incumbent on shareholders who own fewer shares than the total number required to assemble the necessary number of shares.

## ARTICLE 6

### 6.1. Forme et transmission des actions

Les actions sont, au gré de l'ayant-droit, nominatives ou au porteur et sont librement négociables, sauf dispositions légales contraires.

### 6.2. Seuils statutaires

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, 1,5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société, est tenu d'informer celle-ci dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de ce seuil et d'indiquer également, lors de cette déclaration, le nombre de titres qu'il détient donnant accès à terme au capital. Les sociétés de gestion de Fonds Communs de Placement sont tenues de procéder à cette information pour l'ensemble des actions de la Société détenues par les fonds qu'elles gèrent. Au-delà de 1,5%, chaque franchissement de seuil supplémentaire de 0,50 % du capital social ou des droits de vote doit également donner lieu à déclaration à la Société dans les conditions fixées ci-dessus.

Le non-respect de cette obligation est sanctionné conformément aux dispositions légales, à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5% au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, est également tenu d'informer la Société dans le délai de quinze jours lorsque son pourcentage du capital ou des droits de vote devient inférieur à chacun des seuils mentionnés au présent article.

### 6.3 Identification des actionnaires

La Société peut à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses Assemblées ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

### 6.4. Droits des actionnaires

Les droits des titulaires d'actions sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sous réserve de dispositions particulières des présents statuts.

## ARTICLE 6

### 6.1. Form and transfer of shares

The shares may, in accordance with the holder's wishes, be registered or bearer shares and shall be freely negotiable, unless otherwise stipulated by law.

### 6.2. Statutory thresholds

Any shareholder acting on his own or jointly, who comes to hold directly or indirectly at least 1.5% of the capital or voting rights, must inform the Company within fifteen days of the time at which he exceeds this threshold, and must also indicate in his declaration the number of shares he holds in the share capital. Mutual fund management companies must provide this information based on the total number of shares held in the Company by the funds they manage. Beyond the initial 1.5%, shareholders are obliged to notify the Company, under the afore-mentioned conditions, whenever their holding of capital or voting rights exceeds an additional 0.50%.

Failure to comply with this requirement will be penalised in accordance with legal provisions on this matter, at the request of one or more shareholders with at least a 5% holding in the Company's capital or voting rights. Said request will be duly recorded in the minutes of the General Meeting.

Any shareholder acting on his own or jointly, is also required to inform the Company within fifteen days if the percentage of his capital or voting rights falls below each of the thresholds described in this article.

### 6.3. Identification of shareholders

The Company can at any time, in accordance with current legislative and regulatory provisions, request that the organisation responsible for securities clearing provide information relating to the shares granting the right to vote in its General Meetings, either immediately or in the long term, as well as information about the holders of these shares.

### 6.4. Shareholders' rights

The rights of shareholders shall comply with applicable legislative and regulatory provisions, subject to the specific provisions of the current by-laws.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### ARTICLE 7

#### I - ADMINISTRATEURS

La Société est administrée par un Conseil d'administration comportant deux catégories d'Administrateurs :

1. Des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Leur nombre est de neuf au moins et de treize au plus.

La durée des fonctions des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale ordinaire est de quatre ans, à compter de l'adoption de la présente clause statutaire, sans modification de la durée des mandats en cours à la date de cette adoption.

Lorsqu'en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, un Administrateur est nommé en remplacement d'un autre, il n'exerce ses fonctions que pendant la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque Administrateur doit être propriétaire de 600 actions au moins.

2. Des Administrateurs élus par le personnel salarié.

Le statut et les modalités d'élection de ces Administrateurs sont fixés par les articles L. 225 27 à L. 225-34 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Leur nombre est de deux, dont un représentant les cadres et un représentant les autres salariés.

En tout état de cause, leur nombre ne peut excéder le tiers des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

La durée de leurs fonctions est de trois ans.

Quel que soit son mode de désignation, les fonctions d'un Administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles, sous réserve des dispositions légales relatives notamment à leur âge.

## BOARD OF DIRECTORS

### ARTICLE 7

#### I - DIRECTORS

The Company is managed by a Board of Directors made up of two categories of Directors:

1. Directors appointed by the Ordinary General Meeting of Shareholders.

There are at least nine of these Directors, and thirteen at the most.

The term of office of Directors appointed by the Ordinary General Meeting is four years starting from the approval of this statutory clause. This provision does not apply to Directors in office at the time of this approval.

When, in application of current legislative and regulatory provisions, a Director is appointed to replace another, then his term of office shall not exceed the term of office remaining to be served by his predecessor.

Each Director must hold at least six hundred shares.

2. Directors elected by employees.

The status and methods of electing these Directors are laid down by Articles L. 225-27 to L. 225-34 of the French Commercial Code, as well as by these By-laws.

There are two Directors, one to represent the executives and one to represent all other Company employees.

In any event, their number may not exceed one third of the Directors appointed by the General Meeting.

Their term of office is three years.

Regardless of the appointment procedure, the duties of a Director cease at the end of the Ordinary General Meeting called to approve the financial statements of the previous fiscal year and held during the year in which his term of office expires.

Directors may be reelected, as long as they meet the legal provisions, particularly with regard to age.

## II. - MODALITÉS D'ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LE PERSONNEL SALARIE

Pour chaque siège à pourvoir, le mode de scrutin est celui prévu par les dispositions légales.

Les premiers Administrateurs élus par le personnel salarié entreront en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration tenue après proclamation du résultat complet des premières élections.

Les Administrateurs suivants entreront en fonction à l'expiration du mandat des Administrateurs sortants.

Dans toutes les hypothèses où, pour quelque raison que ce soit, le nombre effectivement pourvu de sièges d'administrateurs élus devient inférieur au nombre statutaire avant le terme normal du mandat de ces administrateurs, les sièges non pourvus demeurent vacants jusqu'à ce terme et le Conseil continue, jusque-là, à se réunir et délibérer valablement.

Les élections sont organisées tous les trois ans de telle manière qu'un deuxième tour puisse avoir lieu au plus tard quinze jours avant le terme normal du mandat des administrateurs sortants.

Tant pour le premier que pour le deuxième tour de scrutin, les délais à respecter pour chaque opération électorale sont les suivants :

- l'affichage de la date de l'élection est effectué au moins huit semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes des électeurs, au moins six semaines avant la date du scrutin ;
- le dépôt des candidatures, au moins cinq semaines avant la date du scrutin ;
- l'affichage des listes de candidats, au moins quatre semaines avant la date du scrutin ;
- l'envoi des documents nécessaires aux votes par correspondance, au moins trois semaines avant la date du scrutin.

Les candidatures ou listes de candidats autres que ceux présentés par une organisation syndicale représentative doivent être accompagnées d'un document comportant les noms et signatures des cent salariés présentant les candidats.

Le scrutin se déroule le même jour sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail. Toutefois, peuvent voter par correspondance :

- les agents absents le jour du scrutin ;
- les salariés travaillant à l'étranger ;
- les agents d'un service, d'un bureau ou détachés dans une filiale en France ne disposant pas d'un bureau de vote ou ne pouvant voter dans un autre bureau.

## II.- METHODS OF ELECTING DIRECTORS ELECTED BY EMPLOYEES

For each seat to be filled, the voting procedure is that set forth by law.

The first Directors elected by employees will begin their term of office during the Board of Directors' Meeting held after publication of the full results of the first elections.

Subsequent Directors shall take up office upon expiry of the outgoing Directors' terms of office.

If, under any circumstances and for any reason whatsoever, there shall remain in office less than the statutory number of Directors before the normal end of the term of office of such Directors, vacant seats shall remain vacant until the end of the term of office and the Board shall continue to meet and take decisions validly until that date.

Elections shall be organised every three years so that a second vote may take place at the latest fifteen days before the normal end of the term of office of outgoing Directors.

For both the first and second ballot, the following deadlines should be adhered to:

- posting of the date of the election at least eight weeks before the polling date;
- posting of the lists of the electors at least six weeks before the polling date;
- registration of candidates at least five weeks before the polling date;
- posting of lists of candidates at least four weeks before the polling date;
- sending of documents required for postal voting at least three weeks before the polling date.

The candidatures or lists of candidates other than those entered by a representative trade union should be accompanied by a document including the names and signatures of the one hundred employees presenting the candidates.

Polling takes place the same day, at the work place, and during working hours. Nevertheless, the following may vote by post:

- employees not present on the day of polling;
- employees working abroad;
- employees of a department or office, or seconded to a subsidiary in France, not having a polling station, or who cannot vote in another office.

Chaque bureau de vote est composé de trois membres électeurs, la présidence étant assurée par le plus âgé d'entre eux. Le bon déroulement des opérations de vote est placé sous sa responsabilité.

Le dépouillement a lieu dans chaque bureau de vote et immédiatement après la clôture du scrutin ; le procès-verbal est établi dès la fin des opérations de dépouillement.

Les procès-verbaux sont immédiatement transmis au siège de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE où il sera constitué un bureau centralisateur des résultats en vue d'établir le procès-verbal récapitulatif et de procéder à la proclamation des résultats.

Les modalités de scrutin non précisées par les articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce ou les présents statuts sont arrêtés par la Direction Générale après consultation des organisations syndicales représentatives.

Ces modalités pourront prévoir le recours au vote électronique, dont la mise en oeuvre pourra déroger, en tant que de besoin, aux modalités d'organisation matérielle et de déroulement du scrutin et écrites dans les présents statuts.

### III.- CENSEURS

Sur proposition du Président, le Conseil d'administration peut désigner un ou deux Censeurs.

Les Censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration.

Ils sont nommés pour quatre ans au plus et peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions de même qu'il peut à tout moment être mis fin à celles-ci.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération annuellement déterminée par le Conseil d'administration.

### ARTICLE 8

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Each polling station consists of three elective members, the Chairman being the oldest one among them. The Chairman is responsible for seeing that voting operations proceed correctly.

Votes are counted in each polling station, and immediately after the closing of the polls; the minutes are drawn up as soon as the counting has been completed.

Results are immediately sent to the Head Office of Societe Generale, where a centralised results station will be set up with a view to drafting the summary report and announcing the results.

Methods of polling not specified by Articles L. 225-27 to L. 225-34 of the French Commercial Code or these By-laws are decreed by the General Management after consulting with the representative trade unions.

These methods may include electronic voting, whose organisation may deviate from the practical organisation of the election described herein.

### III. – NON-VOTING DIRECTORS

On the proposal of the Chairman, the Board of Directors may appoint one or two Non-Voting Directors.

Non-Voting Directors are convened and attend Board of Directors' meetings in a consultative capacity.

They are appointed for a period not exceeding four years and the Board can renew their terms of office or terminate them at any time.

They may be selected from among shareholders or non-shareholders, and receive an annual remuneration determined by the Board of Directors.

### ARTICLE 8

The Board of Directors determines the Company's strategy and ensures its implementation. Subject to the powers expressly attributed to the General Meeting and within the scope provided for in the corporate purpose, it considers all matters that affect the Company's operations and settles by its decisions matters that concern it.

It carries out all the controls and verifications it deems appropriate. The Chairman or Chief Executive Officer is required to furnish each director with all documents required to carry out their function.